

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het ministerieel besluit van 23 juni 1986 onverwijld moet worden aangepast aan de onlangs gecoördineerde zone voor leerlingenvervoer;
Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het ministerieel besluit van 23 juni 1986 tot vaststelling van de zones waar de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer van kracht wordt, wordt als volgt gewijzigd :

— het arrondissement Charleroi : de gemeenten Aiseau-Prezles, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpennes en Les Bors Villers.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1995.

Art. 4. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 2556

[S-Ma — 31313]

27 AVRIL 1995. — Décret relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, paragraphe 1er, alinéa 1er, 116, paragraphe 1er, alinéa 1er, 121, paragraphe 1er, alinéa 1er, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Service actif en matière de toxicomanies, ci-après dénommé le "service" : une structure qui, par une approche multidisciplinaire et en collaboration avec d'autres institutions et personnes concernées par les problèmes de toxicomanies, mène, de manière permanente et privilégiée, une action spécifique de prévention, d'accompagnement ou de soins vis-à-vis de personnes confrontées, ou susceptibles d'être confrontées, à un problème de toxicomanies.

2° Conseil consultatif : le bureau de la Commission de la Santé et la "section Toxicomanies", tels que définis aux articles 39 à 42 du présent décret.

3° Administration : les services du Collège.

4° Consultant : toute personne, groupe de personnes ou institution qui s'adresse à un service actif en matière de toxicomanies.

Art. 3. Pour pouvoir effectuer, de manière permanente et privilégiée, des missions de santé publique telles que définies aux articles 7, 8 et 9 du présent décret, le service doit être agréé par le Collège.

Art. 4. Pour être agréé par le Collège, le service doit être constitué en association sans but lucratif ou en établissement d'utilité publique ou doit émaner d'un projet francophone qui fait l'objet d'une convention de partenariat entre un pouvoir public local et un ou plusieurs services agréés. Il doit en outre remplir au moins une des missions générales définies aux articles 7, 8 et 9 du présent décret.

La demande est introduite et examinée conformément à la procédure d'agrément prévue au titre II. Lorsque le service satisfait aux conditions prévues par le décret et ses arrêtés d'exécution, le Collège conclut une convention avec le pouvoir organisateur.

Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, le contenu et les modalités des conventions.

Les conventions précisent notamment les missions, le cadre de l'équipe de travail, les prestations minimales, le montant de la subvention, les modalités de concertation entre le pouvoir organisateur et l'équipe et les initiatives de coordination et de collaboration.

Art. 5. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège peut octroyer, conformément aux dispositions du titre III, des subventions aux services agréés et remplissant au moins deux des missions visées à l'article 6 du présent décret, dont l'une au moins est générale.

(1) Session 1994-1995.

Documents de l'Assemblée : 77 (1994-1995), n° 1 et 2.

Compte rendu intégral. Séance du 12 avril 1995.

TITRE II. — Conditions et procédures d'agrément

CHAPITRE Ier. — Missions

Art. 6. Le service est une structure de santé publique dont le siège social et les activités se situent sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il remplit des missions d'accueil et d'information et au moins une des missions générales suivantes :

- accompagnement;
- soins;
- prévention.

Il peut en outre remplir une ou des missions particulières :

- réinsertion;
- liaison;
- formation.

Il travaille notamment en coordination avec le réseau sanitaire, psychosocial, scolaire et socioculturel.

Section 1re. — Missions générales

Accompagnement

Art. 7. Le service assure l'accueil des usagers de drogues, de leur famille ou de leur entourage.

Il accompagne la demande des consultants et assure, en son sein, par un suivi individualisé, la guidance psychosociale et administrative en concertation avec les personnes et institutions concernées, notamment le réseau sanitaire, social, scolaire et socioculturel.

Il peut ensuite orienter ou réorienter les consultants en fonction de leurs besoins vers des personnes ou institutions plus appropriées.

Soins

Art. 8. Le service pose un diagnostic et assure le traitement des consultants rencontrant des problèmes liés à l'usage de drogues. Le traitement de ces problèmes intègre les aspects médicaux, psychiatriques et psychologiques. Il vise à assurer le mieux-être des consultants dans leur milieu habituel de vie, ce qui n'implique pas nécessairement leur sevrage.

Le service associe au traitement du patient, avec l'accord de celui-ci, le médecin généraliste désigné par le patient et, dans la mesure du possible, tous les professionnels extérieurs à l'équipe du service, susceptibles de contribuer au traitement.

Prévention

Art. 9. Le service organise des activités de prévention ou collabore à l'organisation d'activités ayant pour objet la prévention, notamment la prévention des dommages encourus par les usagers de drogues.

Les activités de prévention peuvent notamment consister en

— l'information, la sensibilisation et l'éducation de la population ainsi que des acteurs des réseaux sanitaire, psychosocial, scolaire et socioculturel en matière de toxicomanies et de prévention des dommages encourus par les usagers de drogues;

— des interventions particulières de prévention envers des groupes ciblés, notamment envers des personnes confrontées ou susceptibles d'être confrontées à des problèmes de toxicomanies.

Section 2. — Missions particulières

Réinsertion

Art. 10. Le service effectue un travail d'encadrement nécessaire à la réinsertion sociale, familiale, scolaire et professionnelle de ses consultants. Il travaille en collaboration avec les personnes et institutions concernées, notamment le réseau administratif, psychosocial, scolaire, professionnel et socioculturel.

Liaison

Art. 11. Le service mène une action de liaison qui vise un travail en réseau ou de liaison de différents intervenants ou entités qui accueillent des usagers de drogues. Il organise les collaborations de façon à ce que les besoins des consultants soient rencontrés de manière adéquate.

Formation

Art. 12. Le service assure la sensibilisation, la formation, la formation continuée ou la supervision d'intervenants confrontés ou susceptibles d'être confrontés aux problèmes rencontrés par les usagers de drogues.

Art. 13. Le service remplit ses missions sans aucune discrimination, notamment sans distinction ethnique ou de nationalité, d'âge, de sexe ou de type de problème.

Le libre choix du service par le consultant est garanti. Le service respecte les convictions philosophiques du consultant.

Section 3. — Coordination

Art. 14. Le service coordonne ses activités avec les acteurs du réseau sanitaire et social. A cet effet, il est notamment tenu de participer activement à des initiatives de concertation ou de veiller, avec les personnes, institutions privées et publiques et associations concernées, à instituer des initiatives de ce type.

Art. 15. Afin d'encourager la coordination des services, le Collège octroie, dans les limites des crédits budgétaires, une subvention aux organismes agréés qui fédèrent des services.

Ces organismes doivent avoir pour objet la coordination d'activités relatives à la promotion des actions menées en matière de toxicomanies, ainsi que la formation et l'information en cette matière dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, les conditions et les modalités d'agrément et de subvention de ces organismes.

Art. 16. Dans le respect de la déontologie des professions concernées, le service informe la population de ses activités la concernant, et notamment de la tenue des permanences.

CHAPITRE II. — *Enregistrement des données et rapport d'activités*

Art. 17. Le service transmet au Collège, dans les conditions arrêtées par celui-ci après avis du Conseil consultatif, un ensemble de données anonymes qu'il enregistre et qui concernent ses consultants.

Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, les données à enregistrer ainsi que les modalités et procédures d'enregistrement, et transmet ces données à l'organisme désigné par lui.

Art. 18. § 1er. Pour chaque consultant, il est constitué un dossier contenant les données sociales et administratives et, s'il échet, les données médicales, dans le respect des règles déontologiques.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers sont conservés au moins 10 ans après leur clôture, sous la responsabilité d'un coordinateur et, pour les données médicales, d'un médecin, désignés par le pouvoir organisateur.

§ 3. Les activités et documents du service qui concernent individuellement des consultants, et notamment les dossiers individuels, sont protégés par le secret professionnel. Le Code pénal, notamment l'article 458, est applicable aux membres des équipes des services.

Ceux-ci doivent, dans le respect de la déontologie, transmettre aux professionnels que le consultant désigne à cette fin, tout renseignement qu'ils estiment utile à la continuité de la prise en charge.

Art. 19. Le service transmet annuellement un rapport d'activités au Collège, selon les modalités arrêtées par celui-ci, après avis du Conseil consultatif.

CHAPITRE III. — *Equipes*

Art. 20. § 1er. Le service comprend une équipe minimale qui assure, dans le cadre des missions précisées dans la convention visée à l'article 4 du présent décret, des prestations équivalentes au moins à 1 temps plein de travail si l'agrément porte sur une ou deux missions et à 1 temps plein et demi de travail si l'agrément porte sur trois missions ou plus.

§ 2. L'équipe minimale est composée de travailleurs qui sont engagés par le service pour des prestations équivalant au moins à la moitié d'un temps plein de travail.

La durée d'un temps plein de travail est fixée par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

§ 3. Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, les conditions de qualification et de formation requises pour le personnel visé au présent article.

Art. 21. Dans le respect des législations sur le travail, notamment de celles qui organisent le travail à temps partiel, le pouvoir organisateur du service fixe le cadre du personnel qu'il engage et la durée des prestations fournies par chaque membre de l'équipe.

Chaque membre de l'équipe reçoit du service une rémunération correspondant à sa fonction, à sa qualification, à son ancienneté et à la durée de ses prestations, conformément aux dispositions en vigueur.

Art. 22. Le pouvoir organisateur désigne la ou les personnes chargées, au sein de l'équipe, de la direction médicale, s'il échet, et de la coordination générale du service.

Art. 23. Une concertation doit être organisée une fois par trimestre entre le pouvoir organisateur et le personnel du service dans le respect de la liberté thérapeutique.

Elle porte sur :

1° les objectifs, l'organisation, le fonctionnement du service, l'engagement du personnel, la demande d'agrément et la proposition de convention;

2° la coordination avec le réseau sanitaire et social, et notamment sur le respect des modalités prévues à l'article 14 du présent décret.

Art. 24. Le service organise des réunions entre les membres de l'équipe qui visent à l'échange d'informations et à la discussion sur les activités du service.

Art. 25. Le service veille à la formation continuée des membres de son personnel.

CHAPITRE IV. — *Procédures d'agrément*

Art. 26. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément est introduite par le pouvoir organisateur du service selon les modalités arrêtées par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

Art. 27. Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, la procédure relative à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément ainsi qu'à la fermeture d'urgence.

L'agrément peut être retiré en cas de non observation des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, et en cas de non respect de la convention visée à l'article 4 du présent décret.

Art. 28. Un recours peut être introduit auprès d'une juridiction administrative contre toute décision de refus ou de retrait d'agrément d'un organisme. En cas de retrait d'agrément, ce recours est suspensif. Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, la composition et le fonctionnement de cette juridiction ainsi que la procédure et les délais de recours.

Art. 29. Après examen, l'agrément est accordé pour un terme de cinq ans. Les organismes qui ont introduit une première demande reçoivent une autorisation provisoire de fonctionnement pour une durée renouvelable d'un an et selon des modalités arrêtées par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

Art. 30. Est puni d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et d'une amende de 26 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui, en infraction avec l'article 3 du présent décret, organise ou dirige un service relevant de la compétence de la Commission communautaire française et qui n'est pas agréé par le Collège en vertu du présent décret.

TITRE III. — *Octroi des subventions*

Art. 31. § 1er. La subvention visée à l'article 5 du présent décret n'est octroyée que dans la mesure où les frais visés au paragraphe 2 ne sont pas couverts par des subventions, des honoraires, des allocations, des participations aux frais perçus auprès des consultants ou d'une institution publique.

§ 2. La subvention visée à l'article 5 du présent décret est calculée forfaitairement pour chaque service en additionnant :

- 1° le coût théorique des rémunérations de l'équipe telle que définie à l'article 20 du présent décret;
- 2° un montant couvrant des coûts généraux d'exploitation;
- 3° une partie variable.

§ 3. Le coût théorique et forfaitaire des rémunérations de l'équipe est calculé par référence à une des échelles barémiques appliquées au personnel relevant de la Commission paritaire 305/1 "Commission paritaire des services de santé - Sous-commission pour les établissements soumis à la loi sur les hôpitaux", une ancienneté moyenne et un coefficient multiplicateur couvrant notamment les charges sociales et autres primes ou avantages sociaux.

Le Collège fixe, après avis du Conseil consultatif, l'échelle barémique applicable aux membres du personnel, l'ancienneté moyenne et le coefficient multiplicateur visés à l'alinéa précédent.

§ 4. Les coûts généraux d'exploitation incluent notamment les frais liés au fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.

Le montant couvrant des coûts généraux d'exploitation est arrêté par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

§ 5. La partie variable couvre les autres frais de personnel et d'exploitation nécessaires au respect des obligations fixées dans la convention, tenant compte notamment de critères liés au nombre de consultants accueillis, au nombre de lieux d'activités, au nombre de missions, au nombre de membres de l'équipe, à l'importance des participations financières émanant d'autres institutions publiques ou de fonds privés.

Les montants alloués aux frais de personnel et d'exploitation de cette partie variable doivent être clairement précisés et dûment justifiés au vu des missions pour lesquelles le service a obtenu son agrément.

§ 6. Le montant de la subvention est stabilisé ou majoré annuellement d'un coefficient arrêté par le Collège, après concertation avec les représentants des pouvoirs organisateurs et des travailleurs des services. Ce coefficient peut notamment tenir compte des indexations barémiques et de la programmation sociale allouée au personnel relevant de la Commission paritaire 305/1 "Commission paritaire des services de santé - Sous-commission pour les établissements soumis à la loi sur les hôpitaux".

Art. 32. § 1er. La subvention ne peut être accordée qu'en vue de couvrir des frais justifiés. Les frais visés au paragraphe 2 sont admis jusqu'à concurrence des montants ou des barèmes fixés en application de ce paragraphe.

§ 2. Les frais de rémunération du personnel sont admis sur la base des échelles barémiques appliquées au personnel relevant de la Commission paritaire 305/1 "Commission paritaire des services de santé - Sous-commission pour les établissements soumis à la loi sur les hôpitaux" et de la programmation sociale applicable aux rémunérations de ce personnel. A cet effet, le Collège détermine, après avis du Conseil consultatif, l'échelle barémique applicable ainsi que les anciennetés prises en considération.

Les coûts généraux d'exploitation sont admis à concurrence du montant arrêté par le Collège conformément à l'article 31, paragraphe 4, augmenté, s'il échet, du montant alloué aux frais d'exploitation inclus dans la partie variable conformément à l'article 31, paragraphe 5.

Le Collège peut fixer, après avis du Conseil consultatif, d'autres critères pour l'admission des frais.

Art. 33. § 1er. La subvention visée à l'article 5 du présent décret est liquidée annuellement sur base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

Pour opérer ce décompte final, il y a lieu de déduire des frais subsidiables conformément à l'article 32 du présent décret, les honoraires, allocations et participations aux frais perçus par l'équipe auprès des consultants ou d'une institution publique, notamment dans le cadre des prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

§ 2. Des avances trimestrielles égales au quart de la subvention sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre de l'année civile, le 15 mai pour le second trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre, ainsi qu'une avance égale au cinquième de la subvention au plus tard le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

§ 3. Passé les échéances fixées conformément aux paragraphes 1er et 2, les avances restant dues porteront, de plein droit et sans mise en demeure préalable, intérêts de retard au taux de l'intérêt interbancaire (dénommé "Bibor"), tel que fixé le jour de l'échéance.

Art. 34. Le service réclame à ses consultants ou directement aux institutions intéressées, les honoraires et allocations légalement prévus. Le service est autorisé en outre à demander aux consultants une participation aux frais, dans le respect des règles et usages déontologiques.

Toutefois, des consultations gratuites peuvent être assurées en cas de nécessité par le service.

Art. 35. Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Commission communautaire française, le Collège peut octroyer des subventions pour l'acquisition, la construction, l'extension, la rénovation, l'aménagement ou les grosses réparations des immeubles affectés aux services, ainsi que leur équipement et ameublement.

Le Collège fixe les conditions, les procédures et les modalités d'octroi de ces subventions, après avis du Conseil consultatif.

TITRE IV. — Contrôle et inspection

Art. 36. Le Collège désigne les agents de son Administration chargés du contrôle des services agréés en vertu du présent décret.

Art. 37. Le service garantira à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

A la demande des agents désignés par le Collège, le service présentera tous les justificatifs nécessaires pour les frais généraux d'exploitation et pour les frais de rémunération du personnel.

Art. 38. Pour bénéficier des subventions prévues à l'article 31 du présent décret, le service transmettra annuellement à l'Administration, selon des modalités arrêtées par le Collège après avis du Conseil consultatif, les comptes et budget arrêtés par le pouvoir organisateur, un décompte final des subventions ainsi qu'un rapport d'activités tel que visé à l'article 19 du présent décret.

TITRE V. — Conseil consultatif

Art. 39. Il est créé une "section Toxicomanies" au sein de la Commission de la Santé du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

Cette section comprend au moins un membre de la "section des institutions et services de santé mentale" et un membre de la "section d'éducation à la santé et de la prévention", spécialisés en toxicomanies.

Art. 40. L'article 3, paragraphe 3, du règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé est modifié comme suit :

la Commission de la Santé est composée d'un bureau et de 3 sections :

- 1° la "section des institutions et services de santé mentale";
- 2° la "section de l'éducation à la santé et de la prévention";
- 3° la "section Toxicomanies".

Art. 41. L'article 5, paragraphe 1er, du règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé est modifié comme suit : "soit d'initiative, soit à la demande du Collège, le bureau de la Commission de la Santé a pour mission de donner des avis sur tout projet de règlement ou d'arrêté et sur toute question relative à la politique de la Santé qui concerne au moins deux sections".

Art. 42. L'article 5 du règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

"Soit d'initiative, soit à la demande du bureau ou du Collège, la "section Toxicomanies" a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent la politique de santé en matière de toxicomanies, et notamment lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service qui, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, en raison de son organisation, doit être considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française ou à la Commission communautaire française.

La section a en outre pour mission d'organiser l'évaluation et la concertation entre les acteurs francophones en matière de toxicomanies".

TITRE VI. — Dispositions finales et transitoires

Art. 43. Par dérogation à la disposition de l'article 29, après avis du Conseil consultatif, les services qui ont obtenu une subvention de fonctionnement de la Communauté française ou de la Commission communautaire française depuis au moins 3 ans pour assurer une ou plusieurs missions décrites à l'article 6 du présent décret et qui introduisent une première demande d'agrément, peuvent obtenir un agrément pour un terme de cinq ans.

Art. 44. L'arrêté du Collège du 16 juin 1994 créant et fixant la composition et le fonctionnement, dans le domaine de la santé, d'une Commission Consultative Bruxelloise Francophone de Prévention et de Lutte en matière de Toxicomanies est abrogé.

Art. 45. Un rapport d'évaluation de l'application du présent décret sera annuellement présenté par le Membre du Collège chargé de la santé à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 46. Le Collège arrête la date d'entrée en vigueur des articles du présent décret.

Bruxelles, le 27 avril 1995.

Le Président du Collège,
Ch. PICQUE

Un Membre du Collège,
D. GOSUIN

Un Membre du Collège,
D. HARMEL

Un Membre du Collège,
R. HÔTYAT

Un Membre du Collège,
D. van EYLL

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 - 2556

[S-Mac - 31313]

27 APRIL 1995. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten actief op het gebied van het druggebruik (1)

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Onderhavig decreet regelt een materie bedoeld in de artikelen 115, paragraaf 1, 1e lid, 116, paragraaf 1, 1e lid, 121, paragraaf 1, 1e lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig decreet dient te worden verstaan onder :

1° Dienst actief op het gebied van het druggebruik, hierna "de Dienst" genaamd : een structuur die door een multidisciplinaire benadering en in samenwerking met andere instellingen en personen die betrokken zijn bij drugproblemen op permanente en bevoorrechte wijze specifieke preventieve, begeleidende of verzorgende acties voeren ten aanzien van personen die worden geconfronteerd of die kunnen worden geconfronteerd met een drugprobleem.

2° Adviesraad : het Bureau van de Commissie voor Gezondheidszorg en de "afdeling Druggebruik" zoals gedefinieerd in de artikelen 39 tot 42 van onderhavig decreet.

3° Administratie : de diensten van het College.

4° Consultant : elke persoon, groep van personen of instelling die zich richt tot een dienst actief op het gebied van het druggebruik.

Art. 3. Om op permanente en bevoorrechte wijze opdrachten van openbare gezondheidszorg te kunnen vervullen zoals deze zijn gedefinieerd in de artikelen 7, 8 en 9 van onderhavig decreet, moet de dienst worden erkend door het College.

Art. 4. Om te worden erkend door het College, moet de dienst worden opgericht als een vereniging zonder winst-oogmerk, als een instelling van algemeen nut, of uitgaan van een Franstalig project dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een overeenkomst van partnerschap tussen een plaatselijk openbaar bestuur en een of meerdere erkende diensten. Deze dienst moet bovendien tenminste een van de algemene opdrachten vervullen die zijn gedefinieerd in de artikelen 7, 8 en 9 van onderhavig decreet.

De aanvraag wordt ingediend en onderzocht volgens de procedure die is voorzien in titel II. Indien de dienst voldoet aan de voorwaarden die zijn voorzien door het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, dan sluit het College een overeenkomst met de inrichtende macht.

Na advies van de Adviesraad stelt het College de inhoud en de modaliteiten vast van de overeenkomsten.

De overeenkomsten verduidelijken met name de opdrachten, het kader van het arbeidsteam, de minimumprestaties, het bedrag van de subsidie, de modaliteiten van het overleg tussen de inrichtende macht en het team, en de coördinatie- en samenwerkingsinitiatieven.

Art. 5. Overeenkomstig de bepalingen van titel III en binnen de perken van de begrotingskredieten kan het College subsidies verlenen aan de erkende diensten die tenminste twee van de in artikel 6 van onderhavig decreet bedoelde opdrachten vervullen. Ten minste één ervan is een algemene opdracht.

TITEL II. — Voorwaarden en erkenningsprocedures

HOOFDSTUK I. — Opdrachten

Art. 6. De dienst is een structuur van volksgezondheid waarvan de maatschappelijke zotel en de activiteiten kunnen worden gelokaliseerd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze vervult onthaal- en informatieve opdrachten, en ten minste één van de volgende algemene opdrachten :

- begeleiding;
- verzorging;
- preventie.

Hij kan bovendien een van de volgende bijzondere opdrachten vervullen :

- herintegratie;
- verbinding;
- opleiding.

Hij werkt met name in coördinatie met het gezondheids-, psychosociaal, school- en sociaal-cultureel netwerk.

Afdeling J. — Algemene opdrachten

Begeleiding

Art. 7. De dienst verzekert het onthaal van de druggebruikers, hun familie of hun omgeving.

Hij begeleidt het verzoek van de consultants en verzekert intern, door een geïndividualiseerde opvolging, de psychosociale en administratieve begeleiding in overleg met de betrokken personen en instellingen, met name het gezondheids-, sociaal, school- en sociaal-cultureel netwerk.

(1) Zitting 1994-1995.

Documenten van de Vergadering : 77 (1994-1995), nrs. 1 en 2.

Volledig Verslag. Zitting van 12 april 1995.

Hij kan vervolgens de consultanten in functie van hun noden doorverwijzen of opnieuw doorverwijzen naar beter aangepaste personen of instellingen.

Verzorging

Art. 8. De dienst stelt een diagnose en verzekert de behandeling van de consultanten met drugproblemen. De behandeling van deze problemen omvat de medische, psychiatrische en psychologische aspecten. Hij streeft voornamelijk naar de verbetering van het welzijn van de consultanten in hun gewone leefomgeving, wat niet noodzakelijk hun ontwenning impliceert.

De dienst betreft bij de behandeling van de patiënt, met zijn instemming, de huisarts die is aangeduid door de patiënt en, in de mate van het mogelijke, alle vaklui die niet behoren tot het team van de dienst en die tot de behandeling kunnen bijdragen.

Preventie

Art. 9. De dienst organiseert of werkt mee aan de organisatie van preventieve activiteiten, met name aan de preventie tegen schade opgelopen door druggebruikers.

Deze preventieve activiteiten kunnen met name omvatten :

— de informatie, de sensibilisering en de opvoeding van de bevolking en van de actoren van het gezondheids-, sociaal, school- en sociaal-cultureel netwerk voor wat betreft het druggebruik en de preventie tegen schade opgelopen door druggebruikers;

— bijzondere preventieve tussenkomsten naar doelgroepen toe, met name ten aanzien van personen die worden geconfronteerd of die kunnen worden geconfronteerd met drugproblemen.

Afdeling 2. — Bijzondere opdrachten

Herintegratie

Art. 10. De dienst verricht ondersteunende werkzaamheden die noodzakelijk zijn voor de sociale en familiale herintegratie en deze op het gebied van het onderwijs en op beroepsvlak. Hij werkt samen met de betrokken personen en instellingen, met name het administratief, psychosociaal, school-, professioneel en sociaal-cultureel netwerk.

Verbinding

Art. 11. De dienst voert een verbindingsoctie met betrekking tot een netwerk of verbindingswerk van verschillende interveniënten of entiteiten die druggebruikers opvangen. Hij organiseert samenwerkingsverbanden opdat aan de noden van de consultanten op aangepaste wijze gehoor zou worden gegeven.

Opleiding

Art. 12. De dienst verzekert de sensibilisering, de opleiding, de voortgezette opleiding of de supervisie van interveniënten die worden geconfronteerd of kunnen worden geconfronteerd met de problemen van druggebruikers.

Art. 13. De dienst vervult zijn opdrachten zonder enige discriminatie, met name zonder onderscheid van ras, nationaliteit, leeftijd, geslacht of type van probleem.

De vrije keuze van de dienst door de consultant is gewaarborgd. De dienst eerbiedigt de filosofische opvattingen van de consultant.

Afdeling 3. — Coördinatie

Art. 14. De dienst coördineert zijn activiteiten met deze van de werkers van het gezondheids- en sociaal netwerk. Hiertoe moet hij met name op actieve wijze deelnemen aan overleginitiatieven of er met de betrokken personen, openbare en privé-instellingen en verenigingen op toezien dat dergelijke initiatieven tot stand worden gebracht.

Art. 15. Om de coördinatie aan te moedigen van de diensten, verleent het College binnen de grenzen van de begrotingskredieten een subsidie aan de erkende organen die diensten verenigen.

Deze instellingen moeten de coördinatie van activiteiten betreffende de bevordering van de acties gevoerd op het vlak van het druggebruik tot voorwerp hebben, evenals de opleiding en informatie op dit gebied in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Na advies van de Adviesraad stelt het College de voorwaarden en de modaliteiten vast voor de erkenning en de subsidiëring van deze organen.

Art. 16. De dienst licht de bevolking met eerbied voor de ethiek van de betrokken beroepen in over de activiteiten die op hen betrekking hebben, en met name over het houden van wachtdiensten.

HOOFDSTUK II. — Registratie van de gegevens en activiteitenverslag

Art. 17. De dienst laat aan het College een geheel van anonieme gegevens toekomen die hij registreert en betrekking hebben op zijn consultanten, tegen de voorwaarden die het College bepaalt na advies van de Adviesraad.

Na advies van de Adviesraad bepaalt het College de gegevens die moeten worden geregistreerd, evenals de modaliteiten en de procedures van de registratie, en maakt deze gegevens over aan de instelling die door hem is aangeduid.

Art. 18. § 1. Voor elke consultant wordt een dossier samengesteld dat de maatschappelijke en administratieve gegevens bevat, en desgevallend de medische gegevens, met eerbied voor de deontologische regels.

§ 2. Onverminderd andere wettelijke bepalingen, worden de dossiers tenminste gedurende 10 jaar bewaard na het afsluiten ervan, onder de verantwoordelijkheid van een coördinator en, voor de medische gegevens, van een geneesheer die zijn aangeduid door de inrichtende macht.

§ 3. De activiteiten en documenten van de dienst die individueel betrekking hebben op de consultanten, en met name de individuele dossiers, worden beschermd door het beroepsgeheim. Het wetboek van strafrecht, en met name artikel 458, is van toepassing op de leden van de teams van de diensten.

Deze moeten met eerbied voor de beroepsethiek aan de vaklui, die de consultant hiertoe aanduidt, alle inlichtingen verstrekken die zij nuttig achten voor de continuïteit van de opvang.

Art. 19. De dienst laat jaarlijks aan het College een activiteitenverslag toekomen, volgens de modaliteiten die door dit laatste zijn bepaald na advies van de Adviesraad.

HOOFDSTUK III. — Teams

Art. 20. § 1. De dienst omvat een minimumteam dat in het kader van de in artikel 4 van onderhavig decreet verduidelijkte opdrachten prestaties levert die tenminste overeenstemmen met een voltijdse arbeidsprestatie indien de erkenning betrekking heeft op een of twee opdrachten en op anderhalve voltijdse arbeidsprestatie indien de erkenning betrekking heeft op drie opdrachten of meer.

§ 2. Het minimumteam bestaat uit werknemers die elk door de dienst zijn aangeworven voor prestaties die tenminste gelijk zijn aan de helft van een voltijdse arbeidsprestatie.

De duur van een voltijdse arbeidsprestatie wordt vastgesteld door het College na advies van de Adviesraad.

§ 3. Na advies van de Adviesraad stelt het College de bekwaamheids- en opleidingsvoorwaarden vast die worden vereist van het in onderhavig artikel bedoelde personeel.

Art. 21. De inrichtende macht van de dienst bepaalt met eerbied voor de arbeidswetgevingen, met name deze tot organisatie van de deeltijdarbeid, de formatie van het personeel dat hij aanwerft en de duur van de prestaties geleverd door elk lid van het team.

Elk lid van het team ontvangt van de dienst een loon dat overeenstemt met zijn functie, zijn kwalificatie, zijn anciënniteit en de duur van zijn prestaties, en dit overeenkomstig de geldende bepalingen.

Art. 22. De inrichtende macht duidt de persoon of de personen aan die in het team belast zijn met de algemene coördinatie van de diensten, en desgevallend met de medische leiding.

Art. 23. Eenmaal per trimester moet een overleg worden georganiseerd tussen de inrichtende macht en het personeel van de dienst, met eerbied voor de therapeutische vrijheid.

Het heeft betrekking op :

1° de doelstellingen, de organisatie, de werking van de dienst, de aanwerving van het personeel, de aanvraag tot erkenning en het voorstel van overeenkomst;

2° de coördinatie met het gezondheids- en sociaal netwerk, en met name de naleving van de in artikel 14 van onderhavig decreet voorziene modaliteiten.

Art. 24. De dienst organiseert vergaderingen van de leden van het team met het oog op de uitwisseling van informatie en besprekingen over de activiteiten van de dienst.

Art. 25. De dienst waakt over de voortgezette opleiding van zijn personeelsleden.

HOOFDSTUK IV. — Erkenningsprocedures

Art. 26. De aanvraag tot erkenning of tot vernieuwing van een erkenning wordt ingediend door de inrichtende macht van de dienst, volgens de modaliteiten vastgesteld door het College na advies van de Adviesraad.

Art. 27. Het College stelt na advies van de Adviesraad de procedure vast voor de erkenning, de weigering en de intrekking van een erkenning, evenals deze voor sluitingen omwille van dringende redenen.

De erkenning kan worden ingetrokken bij niet-naleving van de bepalingen van onderhavig decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan, en indien de in artikel 4 van onderhavig decreet bedoelde erkenningsovereenkomst niet wordt nagekomen.

Art. 28. Tegen elke beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning van een instelling kan bij een administratieve rechtbank beroep worden aangetekend. Bij de intrekking van een erkenning werkt dit beroep opschortend. Na advies van de Adviesraad stelt het College de samenstelling en de werking vast van deze rechtbank, evenals de procedure en de termijnen van het beroep.

Art. 29. Na onderzoek wordt de erkenning toegekend voor een periode van vijf jaar. De diensten, die voor het eerst een aanvraag tot erkenning hebben ingediend, krijgen een voorlopige werkingsvergunning voor een hernieuwbare periode van één jaar, volgens de modaliteiten vastgesteld door het College na advies van de Adviesraad.

Art. 30. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een boete van 26 tot 1 000,- BF, of enkel met één van deze straffen, diegene die een dienst organiseert of leidt die valt onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie, daarbij in overtreding is met artikel 3 van onderhavig decreet en waarbij die dienst niet is erkend krachtens onderhavig decreet.

TITEL III. — Toekenning van de subsidies

Art. 31. § 1. De in artikel 5 van onderhavig decreet bedoelde subsidie wordt slechts verleend in de mate waarin de in paragraaf 2 bedoelde kosten niet worden gedekt door subsidies, honoraria, uitkeringen, en bijdragen in de kosten ontvangen van de consultants of van een openbare instelling.

§ 2. De in artikel 5 van onderhavig decreet bedoelde subsidie wordt voor elke dienst op forfaitaire wijze berekend door de som te maken van :

1° de theoretische loonkost van het in artikel 20 van onderhavig decreet bedoelde team;

2° een bedrag dat algemene exploitatiekosten dekt;

3° een veranderlijk gedeelte.

§ 3. De theoretische en forfaitaire loonkost van het team wordt berekend door verwijzing naar één van de weddeschalen die van toepassing zijn op het personeel dat behoort tot het paritair comité 305/1 "Paritair comité voor de gezondheidsdiensten - paritair subcomité voor de inrichtingen onderworpen aan de wet op de ziekenhuizen", een gemiddelde anciënniteit en een vermenigvuldigingscoëfficiënt die met name de sociale lasten en andere premies of sociale voordelen dekt.

Na advies van de Adviesraad stelt het College voor de personeelsleden de weddeschaal vast, de gemiddelde anciënniteit en de vermenigvuldigingscoëfficiënt die worden bedoeld in het vorig lid.

§ 4. De algemene exploitatiekosten omvatten de kosten verbonden aan de werking van de dienst, evenals de kosten van de boekhoudkundige en administratieve beheerstaken.

Het bedrag voor de dekking van de algemene exploitatiekosten wordt vastgesteld door het College, na advies van de Adviesraad.

§ 5. Het veranderlijk gedeelte dekt de andere personeels- en exploitatiekosten die noodzakelijk zijn voor de naleving van de verplichtingen die worden bepaald in de overeenkomst, en houdt met name rekening met criteria in verband met het aantal opgevangen consultants, het aantal plaatsen waar activiteiten worden uitgeoefend, het aantal opdrachten, het aantal leden van het team, en de omvang van de financiële deelname van andere openbare instellingen of privé-fondsen.

De bedragen toegekend voor de personeels- en de exploitatiekosten van dit veranderlijk gedeelte moeten nauwkeurig worden verduidelijkt en op degelijke wijze worden gerechtvaardigd in verhouding tot de opdrachten waarvoor de dienst zijn erkenning heeft verkregen.

§ 6. Het bedrag van de subsidie blijft stabiel of wordt jaarlijks verhoogd met een coëfficiënt die wordt vastgesteld door het College, na overleg met de vertegenwoordigers van de inrichtende machten en de werknemers van de diensten. Deze coëfficiënt kan met name rekening houden met de indexeringen van de weddeschalen en de sociale programmering toegekend aan het personeel dat ressorteert onder het paritair comité 305/1 "Paritair comité voor de gezondheidsdiensten - paritair subcomité voor de inrichtingen onderworpen aan de wet op de ziekenhuizen".

Art. 32. § 1. De subsidie kan slechts worden uitgekeerd tot dekking van onkosten die worden verantwoord. De in paragraaf 2 bedoelde kosten worden aanvaard ten belope van de bedragen of weddeschalen die worden vastgesteld in toepassing van deze paragraaf.

§ 2. De loonkosten van het personeel worden aanvaard op basis van de weddeschalen die worden toegepast op het personeel dat ressorteert onder het paritair comité 305/1 "Paritair comité voor de gezondheidsdiensten - paritair subcomité voor de inrichtingen onderworpen aan de wet op de ziekenhuizen" en de sociale programmering die van toepassing is op de lonen van dit personeel. Het College bepaalt hiertoe na advies van de Adviesraad de weddeschaal die van toepassing is, evenals de anciënniteiten die in aanmerking worden genomen.

De algemene exploitatiekosten worden aanvaard ten belope van het bedrag dat wordt vastgesteld door het College, overeenkomstig artikel 31, paragraaf 4, desgevallend verhoogd met het bedrag toegekend voor de exploitatiekosten in het veranderlijk gedeelte inbegrepen zijn, overeenkomstig artikel 31, paragraaf 5.

Na advies van de Adviesraad kan het College andere criteria bepalen voor de aanvaarding van de onkosten.

Art. 33. § 1. De in artikel 5 van onderhavig decreet bedoelde subsidie wordt jaarlijks uitgekeerd op basis van een eindafrekening volgens de modaliteiten die na advies van de Adviesraad zijn bepaald door het College.

Bij de opstelling van de eindafrekening worden afgetrokken van de kosten die volgens artikel 32 van onderhavig decreet in aanmerking komen voor subsidiëring, de honoraria, uitkeringen of bijdragen in de kosten die door het conventioneel team worden geïnd bij de consultants of een openbare instelling, met name in het kader van de prestaties voorzien door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

§ 2. Er worden trimestriële voorschotten uitgekeerd die gelijk zijn aan een vierde van de subsidie, uiterlijk op 15 februari voor het eerste trimester van het kalenderjaar, op 15 mei voor het tweede trimester, op 15 augustus voor het derde trimester, en ten laatste op 15 november een voorschot dat gelijk is aan een vijfde van de subsidie voor het vierde trimester.

§ 3. Indien de vervaldata, die zijn vastgesteld overeenkomstig de paragrafen 1 en 2, worden overschreden, dan zullen de nog verschuldigde voorschotten van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling verwijlinteressen opleveren tegen de op de vervaldag vastgestelde interbancaire intrestvoet ("Bibor" genaamd).

Art. 34. De dienst vordert de wettelijk voorziene honoraria en uitkeringen van zijn consultants of rechtstreeks van de betrokken instellingen. De dienst is bovendien gemachtigd om aan de consultants een bijdrage in de kosten vragen, met eerbied voor de deontologische regels en gebruiken.

De dienst kan evenwel in geval van nood voor kosteloze raadpleging zorgen.

Art. 35. Binnen de grenzen van de kredieten die zijn ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie kan het College subsidies verlenen voor de aankoop, de bouw, de uitbreiding, de inrichting, de vernieuwing of belangrijke herstelwerken van de onroerende goederen die zijn bestemd voor de diensten, evenals voor de uitrusting en de meubilering ervan.

Na advies van de Adviesraad bepaalt het College de voorwaarden, de procedures en de modaliteiten voor de toekenning van deze subsidies.

TITEL IV. — Controle en inspectie

Art. 36. Het College duidt de ambtenaren van zijn Administratie aan die belast zijn met de controle van de diensten die krachtens onderhavig decreet zijn erkend.

Art. 37. De dienst zal aan deze ambtenaren een vrije toegang verzekeren tot zijn lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten te raadplegen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van hun opdracht.

Op verzoek van de door het College aangeduide ambtenaren zal de dienst alle bewijsstukken voorleggen die noodzakelijk zijn tot staving van de algemene exploitatiekosten en van de loonkosten van het personeel.

Art. 38. Om te kunnen genieten van de in artikel 31 van onderhavig decreet voorziene subsidies, zal de dienst jaarlijks aan de Administratie de rekeningen en de begroting laten toekomen die zijn vastgesteld door de inrichtende macht, een eindafrekening van de subsidies, evenals een activiteitenverslag zoals bedoeld in artikel 19 van onderhavig decreet.

TITEL V. — Adviesraad

Art. 39. In de commissie Gezondheidszorg van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg wordt een afdeling "Druggebruik" opgericht.

Deze afdeling omvat tenminste een lid van de "afdeling van de instellingen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg" en een lid van de "afdeling gezondheidsopvoeding en preventie" die deskundig zijn op het gebied van het druggebruik.

Art. 40. Artikel 3, paragraaf 3, van het reglement van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991 houdende oprichting van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg wordt als volgt gewijzigd:

- de commissie Gezondheidszorg is samengesteld uit een bureau en 3 afdelingen:
- 1° de "afdeling van de instellingen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg";
 - 2° de "afdeling voor gezondheidsopvoeding en preventie";
 - 3° de "afdeling druggebruik".

Art. 41. Artikel 5, paragraaf 1, van het reglement van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991 houdende oprichting van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg wordt als volgt gewijzigd: "het bureau van de commissie Gezondheidszorg heeft als opdracht op eigen initiatief of op verzoek van het College adviezen te verstrekken over elk ontwerp van reglement of besluit en over elke kwestie betreffende het Gezondheidsbeleid dat tenminste betrekking heeft op twee afdelingen".

Art. 42. Artikel 5 van het reglement van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991 houdende oprichting van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg wordt aangevuld met een paragraaf 4 die als volgt is opgesteld: "de "afdeling Druggebruik" heeft als opdracht op eigen initiatief of op verzoek van het bureau of het College adviezen te verstrekken over alle kwesties die betrekking hebben op het gezondheidsbeleid inzake het druggebruik, en met name indien een norm de verkrijging van het advies van een adviesorgaan voorschrijft voor een dienst die gevestigd is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en omwille van zijn organisatie moet worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap of tot de Franse Gemeenschapscommissie.

De afdeling heeft bovendien als opdracht de evaluatie en het overleg te organiseren tussen de Franstalige actoren op het gebied van het druggebruik".

TITEL VI. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 43. In afwijking van de bepaling van artikel 29 kunnen de diensten, die van de Franse Gemeenschap of van de Franse Gemeenschapscommissie sedert ten minste 3 jaren een werkingssubsidie hebben verkregen om een of meerdere van de in artikel 6 van onderhavig decreet beschreven opdrachten te vervullen, en een eerste aanvraag tot erkenning indienen, een erkenning verkrijgen voor een termijn van vijf jaren.

Art. 44. Het besluit van het College van 16 juni 1994 tot oprichting en vaststelling van de samenstelling en de werking op het gebied van de gezondheidszorg van een Franstalige Brusselse Adviescommissie voor Drugpreventie en Drugbestrijding wordt ingetrokken.

Art. 45. Jaarlijks zal door het Lid van het College dat belast is met het Gezondheidsbeleid aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie een evaluatieverslag worden voorgelegd over de toepassing van onderhavig decreet.

Art. 46. Het College stelt de datum vast van de inwerkingtreding van de artikelen van onderhavig decreet.

Brussel, 27 april 1995.

De Voorzitter van het College,

Ch. PICQUE

Een Lid van het College,

D. GOSUIN

Een Lid van het College,

D. HARMEL

Een Lid van het College,

R. HOTYAT

Een Lid van het College,

D. van EYLL

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

12 JUN 1995. — Arrêté royal
portant attribution de la dignité de Doyen d'honneur
du Travail honoris causa

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut:

Vu l'arrêté du Régent du 12 novembre 1948, définissant les modèles officiels des insignes d'honneur du Travail;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1954, portant approbation des statuts de l'établissement d'utilité publique dénommé « Institut royal des Elites du Travail de Belgique, Albert Ier - Expositions nationales du Travail »;

Considérant qu'il sied de reconnaître les mérites exceptionnels auxquels peuvent prétendre les personnes mentionnées ci-après en raison de leurs activités sur le plan scientifique, culturel ou professionnel;

Vu la présentation du Comité Directeur de l'Institut royal des Elites du Travail, soutenue par le Conseil d'administration du Collège royal des Doyens d'honneur du Travail;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

12 JUNI 1995. — Koninklijk besluit
houdende toekenning van de waardigheid
van Eredeken van de Arbeid honoris causa

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het besluit van de Régent van 12 november 1948, houdende nadere omschrijving van de officiële modellen der erkeken van de Arbeid;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1954, houdende goedkeuring der statuten van de Instelling van openbaar nut, genoemd « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België, Albert I - Nationale Arbeidstentoonstellingen »;

Overwegend dat het past de uitzonderlijke verdiensten te erkennen waarop de hiernavermelde personen aanspraak kunnen maken uit hoofde van hun activiteiten op het wetenschappelijke, culturele of professionele vlak;

Gelet op het voorstel van het Directiecomité van het Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid, ondersteund door de Raad van Beheer van het Koninklijk College der Eredekens van de Arbeid;